



POLITIQUE ▾

SOCIÉTÉ ▾

ÉCONOMIE ▾

MONDE ▾

-
- MONDE
- PROCHE ORIENT



Le 14 mai à Riyad, Donald Trump a rencontré son homologue syrien, et a promis de lever les sanctions économiques sur son pays.
AFP

Article abonné

Marianne

PROFITEZ PLEINEMENT DE VOTRE EXPÉRIENCE ABONNÉ **M** AVEC LA NOUVELLE APPLICATION MARIANNE

Télécharger dans l'App Store

DISPONIBLE SUR Google Play

Djihadistes mais pas trop

M Ouïghours, Tchétchènes : 3 500 ex-djihadistes rejoindront l'armée syrienne, avec l'accord des États- Unis

Par Martin Bot

Publié le 05/06/2025 à 10:07



Les États-Unis, qui jusqu'ici exigeaient l'expulsion de Syrie des combattants étrangers, ex-djihadistes, viennent d'accepter leur intégration dans l'armée syrienne. Un revirement pour mettre au pas ces 3 500 soldats, qui sont loin d'avoir abandonné leur vision rigoriste de l'islam.

Donald Trump a choisi de **miser** sur le nouveau président de la Syrie, Ahmed al-Charaa. De cela découle la décision américaine d'avaliser l'intégration de 3 500 combattants étrangers au sein des forces armées syriennes. Ces troupes ne seraient pas mélangées au reste du contingent,

mais formeraient un 84^e bataillon.

La plupart sont des ex-djihadistes ouïghours, membres du Parti islamique du Turkestan (PIT), considéré comme terroriste par Pékin, en raison d'attentats et de ses liens avec les talibans et Al-Qaïda. L'un de ses principaux objectifs ? Établir un califat dans l'ouest de la Chine. Des milliers de membres de ce groupe formé au Pakistan en 1997 se sont engagés sur le front syrien au cours de la dernière décennie.

IDÉOLOGIE DJIHADISTE

En décembre, ils ont aidé les combattants d'Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) à prendre Damas et renverser Bachar Al-Assad. Ce soutien leur a permis de conquérir le respect et la loyauté des nouvelles autorités syriennes : Ahmed Al Charaa a déclaré vouloir leur accorder la nationalité syrienne.

15 000 Ouïghours seraient actuellement présents sur le territoire syrien, selon la revue d'affaires internationales américaine *Foreign Policy*. Dont 5 000 combattants. À cela s'ajoutent des combattants tchétchènes, ouzbeks, et même une poignée de djihadistes français, comme ceux identifiés près de la ville de Hama le 8 décembre.

À LIRE AUSSI : Omar Omsen, Mustapha Mraoui... qui sont les djihadistes français en

Syrie

La présence de ces ex-djihadistes sur le territoire syrien peut représenter une menace pour la population, en particulier pour les minorités religieuses. Robert Ford, ancien ambassadeur américain à Damas, laissait entendre dans une récente interview au *Monde*, que les combattants étrangers sont en partie responsables du massacre de 1 700 Alaouites sur la côte syrienne en mars. Des témoignages d'habitants de Lattaquié recueillis par *RFI*, suggèrent en effet la présence de non-Syriens parmi les assaillants.

DANGER POUR LES MINORITÉS

Ces ex-djihadistes cultivent-ils toujours une vision rigoriste et excluante de l'islam, malgré la renonciation d'Ahmed al-Charaa au djihad global, et ses promesses de protection des minorités faites aux chancelleries occidentales ? Dans un *article*, la cellule de fact-checking de France 24 montre que le système de pensée islamiste imprègne encore largement ces combattants. Les termes de « *kafir* » (mécréant) et « *rafida* » (ceux qui rejettent la vraie foi), pour désigner ceux qui suivent les courants dissidents de l'islam, ou d'autres religions, sont courants.

À LIRE AUSSI : "Les massacres n'ont surpris personne" : en Syrie, l'avenir incertain des chrétiens d'Orient

En conséquence, « *sur place, les minorités alaouites et druzes vivent avec la hantise de fatwas [point de doctrine de l'islam] qui appellent à leur extermination, et auxquelles certains croient toujours. Notamment celles d'Ibn Taymiyya, un grand théoricien du Moyen-Âge* », explique à Marianne Michel Fayad, spécialiste du Moyen-Orient.

Pour Broderick McDonald, spécialiste des groupes djihadistes en Syrie interrogé par France 24, les combattants étrangers ne font pas partie des moins idéologues : « *Qu'ils soient Irakiens, Afghans, Ouïghours ou Tchétchènes, ces combattants étrangers sont profondément attachés à leurs convictions.* » Mais Damas ne souhaite pas se passer d'eux, car il s'agit de troupes structurantes pour HTC. « *Ils opèrent en tant qu'unités d'élite du groupe, recevant un entraînement supérieur, un meilleur équipement et un salaire plus élevé* », ajoute-t-il.

Comment expliquer, dès lors, le feu vert américain ? Jusque-là les États-Unis s'opposaient à cette requête des autorités syriennes. Mais la politique syrienne de Washington a fait sa mue depuis la rencontre à Riyad le 14 mai entre Donald Trump et Ahmed al-Charaa. Le président américain y a promis de lever les sanctions qui étranglent l'économie du pays. Dans les faits, elles ont été suspendues pour **180 jours**.

UN MAL POUR UN BIEN

« À l'heure qu'il est, al-Charaa est le seul atout des États-Unis, leur seule carte en main. À partir du moment où ils le reconnaissent comme nouveau leader, d'un point de vue pragmatique, c'est compréhensible qu'ils facilitent le redressement économique du pays, pour éviter un chaos potentiel », décrypte pour Marianne Romuald Sciora, directeur de l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS.

Le chercheur retient deux objectifs derrière cette stratégie : stabiliser la Syrie pour en faire un ennemi moins dangereux envers Israël, et ouvrir des opportunités pour les affaires. Pour ce qui est des combattants étrangers, il y voit la suite logique de cette politique. *« L'idée est de les intégrer pour les catalyser, et les empêcher de commettre des exactions à l'avenir »*, ajoute Romuald Sciora.

À LIRE AUSSI : "Plan Marshall" : après la levée des sanctions, les Syriens craignent la reconstruction impulsée par Trump

Cédric Labrousse, doctorant spécialiste de la Syrie, voit dans un tel pari un *« accord à la talibane »*, selon lequel il serait dans *« l'intérêt de la Chine et des États-Unis de maintenir, étonnamment pour certains observateurs, les*

jihadistes étrangers en Syrie », écrit-il sur X. En effet, en Afghanistan, où résident de nombreux djihadistes oùighours potentiellement dangereux pour Pékin, la Chine a conclu un accord avec les talibans, qui consiste à ne pas priver les autorités locales de précieux investissements, pourvu qu'elles mettent au pas les membres du PIT. Une stratégie payante pour le moment.

Débat des lecteurs 30 débatteurs en ligne

La France a-t-elle raison de nouer des relations avec le nouveau régime syrien ?

Oui

Non

239 votes – [Voir le résultat](#)

 **Thierry Carton** Oui

Bien-sûr que oui. Sans contact, sans échange, le réel s'échappe, et ne reste que les à priori et les certitudes pour l'interpréter. C'est la déconnexion et le début de l'errance avec des pense...[Lire plus](#)

Pour les États-Unis, renforcer le pouvoir en place va de pair avec une politique de désengagement du Moyen-Orient. Washington vient d'annoncer la fermeture progressive de **ses huit bases** en Syrie pour n'en garder qu'une seule à terme. Donald Trump veut s'afficher en pacificateur de la région, quitte à laisser les clés de la Syrie à des personnes peu recommandables.



Par Martin Bot